

133	UTBM service communication	Le Pays	13 avril 2013
		Aire urbaine	Politique - universités - fusions - UFC - Université de Bourgogne - ENSMM - UFR STGI

Université La relation « fusionnelle » avec la Bourgogne n'enchanté pas la Franche-Comté

L'université de Franche-Comté (UFC) se cherche un avenir constructif avec l'université de Bourgogne. Entre fusion et communauté d'universités et d'établissements, il y a visiblement tout un monde, qui pourrait peser, aussi, sur le nord Franche-Comté.

L'affaire, pour l'heure, n'agite « que » le landerneau universitaire et politique (lire ci-dessous) mais la décision que prendront les deux conseils d'administration des universités de Bourgogne (UB) et de Franche-Comté (UFC) sera sans doute déterminante pour l'avenir de ces deux entités. Et pour le nord de la Franche-Comté, qui compte 6000 étu-

dians à Belfort et Montbéliard.

Un rapprochement entre l'UB et l'UFC est tangible depuis longtemps, et même naturel, mais il n'a pas encore été officialisé par quelque statut que ce soit. Le 15 janvier dernier, le conseil d'administration de l'UFC a voté une déclaration solennelle prônant une « université fédérale », suivie par le CA de l'UB le 6 février.

Directeur de cabinet de la ministre à Besançon

L'annonce d'une fusion par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 21 mars, a rebattu les cartes, engendrant des réactions fortes, notamment celle de Jean-Pierre Chevènement, l'un des artisans depuis trente ans de l'implantation, dans le bassin industriel du nord Franche-Comté, d'un pôle universitaire proche des entreprises et en pointe sur la recherche. Geneviève Fioraso a donc dépen-



L'Université de Franche-Comté préférerait, à la fusion, la création d'une communauté d'universités et d'établissements, à la façon des structures communautaires des collectivités. Photo Ludovic Laude

chement avec l'UFC, parce que l'Etat ne veut avoir à traiter qu'avec une seule tête. Une communauté d'universités et d'établissements permettrait à chacun de garder une personnalité morale et nos statuts ».

Au niveau des écoles d'ingénieurs, l'UTBM et l'ENSMM de Besançon travaillent déjà à renforcer leurs liens « de façon à aboutir à un véritable pôle d'ingénierie franc-comtois. Dans la région, on produit quelque 1000 ingénieurs par an. Et croiser les nanotechnologies développées à l'ENSMM avec la mécanique plus générale de l'UTBM a un sens, y compris au niveau culturel par rapport aux liens que nous avons avec les entreprises ».

Dans le nord Franche-Comté, les liens existent depuis longtemps entre l'UFC et l'UTBM. « Ils ne sont pas formalisés mais il y a déjà une mise en cohérence des enseignements, des partages d'enseignants, des passerelles pour les étudiants, détaille Pascal Brochet. Tout ça pourrait être facilité par une communauté d'universités et d'établissements ».

L'UTBM travaille déjà avec la Bourgogne, plus précisément l'Institut supérieur de l'automobile et des transports (Isat) de Nevers : « Nous envisageons aujourd'hui des formations communes où les étudiants pourront avoir un diplôme commun ».

Pour l'heure, aucun calendrier n'a été avancé par le ministère. Qui va sans doute se donner le temps de la réflexion, puisque la décision doit être prise pour 2014.

Karine Frelin

« La fusion n'est pas adaptée »

Les maires de Besançon, Montbéliard et Belfort, Jean-Louis Fousselet, Jacques Hélias et Étienne Butzbach, ont signé, jeudi soir, un communiqué commun dans lequel ils répètent qu'ils sont « favorables au rapprochement engagé dans un premier temps sous la forme d'un Ples (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur), notamment en vue d'atteindre une taille suffisante pour renforcer l'attractivité du pôle d'enseignement supérieur Franche-Comté/Bourgogne. Nous pensons en revanche que la fusion n'est pas le modèle adapté à ce dossier, le seul du genre construit à l'échelle

de deux régions. Nous affichons clairement notre préférence à l'instauration d'une « communauté d'universités et d'établissements » ambitieuse, large, qui permettra de construire un projet partagé par tous les établissements, et des collaborations y compris transfrontalières, valorisant tant pour la recherche, les établissements d'enseignement supérieur, le monde économique, que pour les étudiants et les enseignants [...] Il appartient au monde universitaire de définir ce projet innovant, exigeant, audacieux, qui aura notre soutien ».

ché, jeudi, au rectorat de l'académie de Besançon, son directeur de cabinet, Lionel Collet, lui-même professeur des universités et praticien hospitalier.

Plusieurs entretiens ont eu lieu, notamment avec les élus concernés (lire lencadré ci-contre). Pour l'université, sept représentants de l'UFC ont été reçus, dont trois directeurs de composantes de l'université franc-comtoise. Parmi eux, Olivier Prévôt, directeur de l'IUT Belfort-Montbéliard, invité pour le nord de la région. L'objectif de Lionel Collet était d'avoir tous les éclairages possibles sur le sujet.

« Le climat a été constructif, positif,

pour calmer les esprits », rapporte Olivier Prévôt, qui redoute cette fusion, estimant que « loin des yeux, loin du cœur, les moyens pourraient être concentrés ailleurs que dans le nord. Et la fragilisation de l'UFC, ce serait aussi la fragilisation de l'UTBM », l'école d'ingénieurs qui ne fait pas partie de l'université mais nourrit des relations très fortes avec elle. « Lionel Collet a bien compris les enjeux, relate encore le directeur de l'IUT. Nous ne freinons pas des quatre fers mais nous voulons garder notre autonomie, notre liberté d'agir ».

Le directeur de cabinet de Geneviève Fioraso va désormais faire une synthèse de la rencontre et émettra un avis, le ministère

n'imposant pas la fusion, mais la proposant, ou pas.

Les composantes de l'UFC, Jacques Bahi, son président, en tête, ont donc décidé d'être « constructifs », et pas « défensifs », puisque l'UFC et l'UB travaillent déjà ensemble. L'UTBM ne pense pas autrement.

Des liens étroits avec les écoles d'ingénieurs

« L'objectif est d'avoir une coordination de l'offre de formation et de la recherche, relève Pascal Brochet, directeur de l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard. En cas de fusion, nous pourrions être amenés à demander un ratta-

Un déjeuner, le 21 mars, a suffi pour mettre le feu aux poudres...

Élus et enseignants-chercheurs s'étripent sur la nature du « rapprochement » à mettre en œuvre entre Bourgogne et Franche-Comté... mais reconnaissent qu'il est inévitable.

Il a suffi d'un déjeuner, jeudi 21 mars à Dijon, pour mettre le feu aux poudres. Ce midi-là, autour de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Geneviève Fioraso, étaient attablés les présidents des Régions, ceux des universités et les recteurs d'académie de Bourgogne et Franche-Comté, plus quelques élus. Au menu, le « rapprochement » universitaire pour tenter d'exister, de peser (un peu) entre Lyon, Strasbourg et Paris. Et de récupérer des financements « convenables » dans le cadre de la future SATT Grand Est, l'une des sociétés d'accélération du transfert de technologie situées au carrefour de l'entreprise et de la recherche, prévues dans le programme Investissements d'avenir.

Car si chacun est pour « l'union intelligente » des matières grises et des moyens qui vont avec, Besançon et ses antennes ne comp-

tant que 21 000 étudiants environ et Dijon, 26 000 (chiffres de l'année 2011-2012), la communauté des chercheurs-enseignants, surtout en Franche-Comté, est restée cent à toute idée de « fusion ».

On fait des réunions, des réunions, des réunions... et on n'avance pas !

Ce n'est pas le cas des politiques. Marie-Guite Dufay, côté comtois, veut bien « laisser au temps le temps qu'il faudra » pour qu'une « concertation approfondie puisse être menée sous l'égide des recteurs et du directeur de cabinet de la ministre avec les universitaires ». Mais son collègue François Patriat, versant bourguignon, est plus impatient. « On fait des réunions, des réunions... et on n'avance pas ! Il déplore-t-il. Alors qu'on est d'accord pour que le siège de la future université soit à Besançon ».

Sans faire injure à quiconque, faire débattre d'un tel sujet des grands élus, pugnaces et provocateurs par nature, et des universitaires scientifiques, moins rompus à ces joutes verbales, ne pouvait qu'engendrer... la « confusion », s'amusent un connaisseur du dossier.

Entre poire et fromage, chacun en a retenu ce qui l'arrangeait. Le projet de loi sur l'enseignement supérieur, présenté par Geneviève Fioraso en conseil des ministres le mercredi 20 mars n'ayant pas été discuté au Parlement, et donc pas amendé, difficile en plus de s'entendre sur le sens des mots. « Si le terme union était retenu au lieu de fusion, cela faciliterait la tâche... », soupire Marie-Guite Dufay, fâchée que certains la soupçonner d'avoir « bradé » les intérêts de sa région.

S'ils veulent être cohérents, qu'ils commencent par fusionner la Bourgogne et la Franche-Comté !

Selon les convives, le président de l'Université de Franche-Comté, Jacques Bahi, que la plupart décrivent « consensuel » ou « modéré » lors de ce repas (N.D.L.R. : mais qui n'a pu donner suite à notre demande d'entretien), aurait sonné le tocsin sitôt rentré en sa paroisse. Jean-Pierre Chevènement (sénateur MRC du Territoire de Belfort), le Parti communiste et d'autres sont alors montés au front pour dénoncer en vrac le caractère « infaisable » et « irréaliste » d'une fusion sur un territoire aussi

étendu, l'atteinte aux « identités » des entités, le « déséquilibre » en découlant dans la gouvernance, la « menace » qu'elle constituerait pour l'enseignement supérieur et la recherche dans le nord Franche-Comté, l'UTBM, les relations avec l'industrie, la Suisse... Parti seul déjeuner, Jacques Bahi, par ses prompts renforts, se vit donc très entouré en rentrant au port.

Aujourd'hui, universitaires et politiques se regardent en chiens de faïence, en attendant d'en savoir plus. « S'ils veulent être cohérents, qu'ils commencent par fusionner la Bourgogne et la Franche-Comté et leurs conseils régionaux avant de venir se mêler de nos affaires auxquelles ils ne comprennent de toute façon rien ! » s'énervait un chercheur à Besançon, attaché au caractère « rebelle » de son institution.

Le seul moyen de rétablir un dialogue de qualité serait sans doute de se référer à une autre formule incluse dans le projet de loi de Geneviève Fioraso, la « communauté d'universités », qui n'est pas sans rappeler le projet précédent d'université fédérale. Certes, tout le monde est loin d'être d'accord sur ce que le concept recouvre, mais chacun semble lui trouver du charme. Ce qui n'est déjà pas si mal.

Jean-Pierre Tenoux

Projet innovant et inédit en France entre l'IUT et l'UFR STGI

L'IUT Belfort-Montbéliard s'est engagé dans un projet de restructuration de ses locaux baptisé « Ecomampus » qui implique toute la communauté éducative. Les premiers projets tutorés commencent à tomber en interne et l'UFR STGI, l'autre composante de l'UFC dans le Nord Franche-Comté, dirigée par Cyrille Verna, a voté son implication dans « Ecomampus » en conseil de gestion. « Nous avons des projets communs très puissants, y compris avec l'UTBM », décrit Olivier Prévôt, directeur de l'IUT.

En France, l'idée d'Ecomampus n'existe nulle part, et elle pourrait être le point de départ à une profonde reorganisation physique des sites de l'UFC à Belfort. Les formations scientifiques de la faculté Louis-Neel, en centre-ville, pourraient, à terme, s'établir sur l'IUT tandis que les filières plus tertiaires de l'IUT pourraient intégrer les locaux du centre-ville comme c'est déjà le cas, d'ailleurs, avec Tech de Co Faubourg des Ancêtres.

L'idée est de « regrouper les com-

pétences de l'IUT et de l'UFR ». Et se rapprocher ainsi physiquement de l'UTBM autour de l'énergie, en s'appuyant sur le secteur industriel tout proche du Techn'hom. Cette réorganisation serait « inédite » sur le territoire français.

Ce type de projet fera partie de l'évaluation effectuée par le ministère. « On doit construire un projet commun ambitieux et enthousiasmant », rappelle de son côté Pascal Brochet, directeur de l'UTBM, qui souhaite « multiplier les passerelles dans le cadre de cette bonne coopération : il faut qu'un étudiant trouve l'avenir qui lui convient le mieux ».

Autre problématique, appelée de ses vœux par le président de l'UFC, Jacques Bahi : « La promotion de la coopération franco-suisse ». Jean-Pierre Chevènement estime, lui, que « l'adossage de l'UFC à la Suisse se me paraît une perspective beaucoup plus « portuse » car les complémentarités (notamment pour les sciences de l'ingénieur) sont plutôt de ce côté-ci ».

K.F.



L'IUT s'ouvre désormais sur le Techn'hom et les grandes entreprises. Sa restructuration va aussi dans ce sens. Photo Karine Frelin